



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES POUR LE MEXIQUE, L'AMÉRIQUE CENTRALE ET LES CARAÏBES

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL DE MEXICO

SE DE GUATEMALA, DE PANAMA, DE SAINT-DOMINGUE ET DE LA HAVANE

N° 32 - 07 octobre 2021

En bref

Le président Andrés Manuel Lopez Obrador (AMLO) propose une réforme du secteur électrique, qui modifiera la constitution pour instaurer un monopole d'exploitation du lithium par l'Etat mexicain et renforcer les prérogatives de la Commission Fédérale de l'Electricité (CFE). Cette dernière sera chargée de produire et distribuer 56% de l'énergie produite dans le pays, le secteur privé pouvant participer à hauteur de 46%. Par ailleurs, les anciennes filiales de la CFE disparaîtront, laissant place à un organisme unique qui sera chargé de la production, de la distribution et de l'administration de l'électricité produite. Deux organismes; la Commission nationale des hydrocarbures et la Commission de régulation de l'énergie, vont également disparaître. Le projet de réforme apparaît déjà controversé.

LE CHIFFRE À RETENIR

+6,2%

Prévisions d'inflation pour
2021 par Banxico.

Zoom sur l'Amérique Centrale et les Pandora Papers :

De nombreuses personnalités centroaméricaines sont mentionnées dans les récentes publications des Pandora Papers. Parmi elles se trouvent notamment des hommes politiques salvadoriens et honduriens. Les documents révèlent que l'ancien Président hondurien Porfirio Lobo a créé trois sociétés au Panama dont deux lors de son mandat. Il fait par ailleurs partie de la liste Engel. L'ex-président d'El Salvador, Alfredo Cristiani, a joué un rôle direct dans 15 sociétés offshore dans les îles Vierges britanniques et au Panama et aurait reçu notamment un versement suspect de 800 000 USD. L'ancien Président salvadorien Francisco Flores était le bénéficiaire effectif de deux sociétés offshores. Les autorités financières salvadoriennes ont notamment découvert en 2015 un transfert de 900 000 USD.

Enfin, le maire de Tegucigalpa et candidat à l'élection présidentielle hondurienne de novembre Nasry Asfura est également cité comme ayant été actionnaire majoritaire d'une société offshore au Panama.

Mexique

1 COVID-19

A la fin de la journée du 06 novembre, le Mexique enregistrait 280 610 décès en raison de l'épidémie de COVID-19, soit +1,31% en une semaine. 3 699 621 cas confirmés ont été enregistrés (+1,21% en une semaine). Au 4 octobre, 50,43% de la population mexicaine a reçu au moins une dose de vaccin.

2 FINANCES PUBLIQUES

Les recettes fiscales, hors taxe spéciale sur les carburants, ont dépassé les 88,3 Mds MXN (3,6 Mds EUR) prévus au mois d'août. Elles connaissent ainsi 4 mois consécutifs de hausse. De janvier à août 2021, les recettes fiscales ont ainsi totalisé 2 270 Mds MXN (94,6 Mds EUR). Cela représente une croissance de 4,7% g.a. par rapport à la même période de 2020. Le ministère des finances et du crédit public a attribué cette amélioration à la reprise soutenue de l'économie et aux efforts du gouvernement pour améliorer le recouvrement.

3 ECONOMIE

L'économie mexicaine a montré des signes de ralentissement au cours des mois de juillet et août, selon le système d'indicateurs cycliques (SIC) de l'INEGI. Le rapport indique que cinq des

six composantes de l'indicateur ont enregistré des variations positives. Parmi ceux-ci, l'indicateur de confiance des entreprises a augmenté de 0,12 unité (soit 12 mois consécutifs d'augmentation), le taux d'intérêt interbancaire d'équilibre a quant à lui augmenté de 0,17 point, tandis que l'indice de la Bourse mexicaine (BMV) a progressé de 0,15 point.

L'économie mexicaine devrait croître de 6,2% en 2021, selon le consensus des analystes consultés par Banxico. Lors de l'enquête précédente en août, ils avaient estimé une augmentation de 6,18%. Pour 2022, les experts s'attendent à ce que le PIB connaisse une croissance de 3%, ce qui est supérieur à l'estimation de 2,9% de l'enquête précédente.

La confiance des consommateurs au Mexique a enregistré une hausse de 0,8 point g.m. en septembre, soit sa plus forte progression depuis juin, selon les données de l'INEGI publiées lundi. Il s'établit ainsi à 43,4 unités. En comparaison annuelle, l'indicateur a progressé de 7,1 points au cours de ce neuvième mois, ce qui en fait le sixième mois consécutif de hausse.

L'investissement brut en capital fixe a rebondi de 2,1% g.m. en juillet 2021, selon les données de l'INEGI. Il s'agit de sa plus forte progression en cinq mois, après la chute de 1,79% g.m. en juin dernier. En comparaison annuelle, l'investissement a augmenté de 17% en termes réels. Les dépenses en machines et équipements ont notamment augmenté de 20,2% et celles en

construction de 14,6% par rapport à la même période l'année dernière.

La Banque du Mexique a relevé son taux d'intérêt directeur, conformément aux attentes du marché. Cela a porté le taux de référence à 4,75%. La banque centrale a pour mandat de maintenir l'inflation à un niveau bas et stable et sa fourchette cible est de 3% +/-1%. Toutefois, l'inflation s'est établit à 5,87 % au cours de la première moitié de septembre, son niveau le plus élevé en trois mois. L'inflation a été mise sous pression par l'augmentation des prix des denrées alimentaires et de l'énergie. Notamment, **Banxico anticipe une hausse de l'inflation pour 2021**: la banque du Mexique a revu à la hausse ses prévisions pour cet indicateur, estimant qu'il clôturera l'année à un niveau de 6,2% contre 5,7% anticipé initialement. L'inflation atteindrait ainsi son niveau le plus haut depuis décembre 2017, où il était de 6,77%. Bien que les chocs qui ont affecté l'inflation devraient être temporaires, ils peuvent impliquer des risques pour la formation des prix et les anticipations d'inflation, selon Banxico.

La valeur des importations de gaz naturel réalisées par Pemex entre janvier et août de cette année s'est élevée à 1,6 Mds USD, ce qui a représenté son plus haut niveau depuis 2017, selon les données du système d'information sur l'énergie. Ainsi, le coût de l'importation de gaz naturel a augmenté de 259,9 % par rapport à la même période de l'année dernière. Ce phénomène serait dû à la forte demande de la part de la Chine et de l'Europe en gaz naturel américain. Un autre facteur d'augmentation du prix des importations a été la baisse de la production nationale de gaz, qui se trouve actuellement à son niveau le plus bas depuis 2005.

Les flux commerciaux entre le Mexique et les États-Unis se sont redressés en août, bien que le rebond ait été faible. Les exportations ont clôturé le mois d'août en hausse de 0,6% g.m., s'éloignant ainsi des chiffres négatifs enregistrés en juillet. Les importations ont également enregistré une croissance de 2,5% g.m.. Aussi, le commerce total entre les deux pays a crû de 1,3% g.m., selon les données du Bureau du recensement des États-Unis. Le Canada a néanmoins conservé sa place de premier partenaire commercial mensuel des États-Unis, une position qu'il occupe depuis mai de cette année. Le Mexique arrive en deuxième position et la Chine reste troisième. Cependant, sur l'ensemble de l'année, le Mexique demeure le premier partenaire commercial des États-Unis, représentant 14,6 % du total des échanges.

Le ministère de l'économie signe un accord visant à ouvrir la voie aux marchandises mexicaines vers les marchés d'Asie, d'Afrique et du Moyen Orient. Tatiana Clouthier a signé lundi 4 octobre un protocole d'accord avec le Sultan Ahmed bin Sulayem, pour que le Mexique fasse partie du programme World Logistics Passport (WLP). L'initiative, lancée par les Émirats Arabes Unis lors de l'édition 2020 du Forum mondial de Davos, vise à accélérer les flux commerciaux à l'échelle mondiale, en ouvrant des routes commerciales et en débloquent des marchés pour ses membres. Le Mexique espère grâce à cet accord, qu'il pourra réduire ses coûts commerciaux, diversifier ses marchés et intégrer des entreprises qui ne participent pas encore au commerce mondial.

Les transferts de fonds de migrants atteignent un niveau record en août de 4,7 Mds USD. Il s'agit d'une hausse de 32,7% g.a.. En cumulé depuis janvier, les remesas ont ainsi totalisées 32,9 Mds USD, soit 24,8% de plus que sur la même période de l'année précédente. Des transferts fiscaux généreux de soutien aux ménages aux États-Unis,

la compétitivité du taux de change et une profonde contraction de l'activité et de l'emploi au Mexique ont agi comme moteurs des transferts de fonds en USD vers le Mexique. La modération de l'activité et le profil de la croissance des revenus aux États-Unis devraient néanmoins entraîner une modération des transferts de fonds vers le Mexique au cours des prochains trimestres.

L'emploi formel a presque retrouvé son niveau pré-pandémie. Selon les chiffres de l'Institut Mexicain de Sécurité Sociale « IMSS », le Mexique a déjà récupéré la quasi-totalité des emplois perdus à cause de la pandémie. En effet, au 30 septembre, l'IMSS comptait 20 594 919 emplois, ce qui implique qu'il ne reste plus que 18 617 postes à récupérer pour retrouver un niveau pré-pandémie.

En tenant compte de l'inflation, le salaire minimum a enregistré une hausse de 8,9 % en août par rapport au même mois en 2020, selon la Commission nationale du salaire minimum (Conasami). La commission a ajouté que le mois d'août a été le meilleur mois depuis le confinement pour le recensement des assurés auprès de l'Institut mexicain de sécurité sociale (IMSS), avec une augmentation du nombre d'inscriptions de 128 900 personnes.

4 ENTREPRISES ET GRANDS CONTRATS

Le COVID-19 serait la catastrophe naturelle la plus coûteuse de l'histoire des compagnies d'assurance. Elle aurait coûté 2,5 Mds USD aux compagnies d'assurance, un niveau bien supérieur aux coûts des ouragans et des tremblements de terre précédents, selon l'association mexicaine des institutions d'assurance. Le tremblement de terre de 2017 avait notamment coûté 1,3 Mds USD. Cette

différence réside dans le fait que pour les catastrophes précédentes les principaux dommages étaient causés aux bâtiments et infrastructures, tandis que dans le cas du COVID-19, il s'agit de dommages aux personnes et donc de frais médicaux importants et de paiements d'assurance-vie. 165 425 familles ont notamment été prises en charge depuis le début de la pandémie.

La réforme de l'externalisation, entrée en vigueur en septembre, aurait entraîné une perte de 17% des emplois. Près de 900 000 employés sous-traitants auraient ainsi perdu leur emploi à la suite de la réforme qui interdit la sous-traitance, selon ManpowerGroup. En effet, sur les 5,2 M de travailleurs externalisés, seuls 4,3 M auraient conservé leur emploi. Parmi les salariés encore employés par des entreprises dédiées à la sous-traitance, désormais prestataires de services spécialisés, 1,2 M sont restés dans l'entreprise sous-traitante à laquelle ils appartenaient en tant que personnel externalisé et environ 400 000 sont partis dans d'autres entreprises sous-traitantes.

Indicateur	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	Niveau 07/10/2021
Bourse (IPC)	-0,21%	+36,23%	50 974,49 points
Taux de change USD/MXN	+1,33%	-3,52%	20,58
Taux de change EUR/MXN	-0,12%	-6,48%	23,76
Prix du baril mexicain	+4,54%	+97,54%	75,02

Amérique centrale

1. Région

La panne de plus de six heures des applications du groupe Facebook a fortement affecté les micros et PME de la région. L'entreprise NetBlocks, grâce aux données de la Banque mondiale et de l'Union internationale des télécommunications, a estimé les pertes dues à la panne à 14,5 MUSD pour la région Amérique centrale. Le Guatemala a été le pays le plus touché avec 4,5 MUSD de manque à gagner suivi par le Panama (3,7 MUSD), le Costa Rica (3,4 MUSD), El Salvador (1,5 MUSD) et le Honduras (1,4 MUSD). Au Guatemala, 93% des PME utilisent Facebook comme principal média de publicité et de vente notamment via la fonction Marketplace. En Amérique latine, la panne aurait engendré des pertes atteignant 357 MUSD.

2. Costa Rica

Le Costa Rica figure sur la liste grise de l'UE. En plein scandale des Pandora Papers, l'Union Européenne a mené une révision de ses listes noire et grise, révision pour laquelle le Costa Rica intègre de nouveau la liste grise, en tant que pays qui ne se conforme pas encore à toutes les normes fiscales internationales. Le Costa Rica rejoint ainsi des pays comme l'Uruguay, Hong Kong, la Malaisie, la Macédoine du Nord, le Qatar, la Dominique, les Seychelles ainsi que Anguilla, qui tous se sont engagés à se conformer rapidement aux standards internationaux en matière de fiscalité. Cette entrée sur la liste grise de l'UE est pour le Costa Rica un retour en arrière par rapport à 2019, date à laquelle le bloc européen avait convenu de ce que le pays

remplissait tous les engagements de la coopération fiscale internationale.

3. El Salvador

Le Président Bukele a annoncé la construction de la nouvelle Bibliothèque Nationale du Salvador. Le projet, d'une valeur totale de 54 MUSD, sera entièrement financé par la République populaire de Chine sous forme de donation. La construction durera environ 2 ans.

Les flux d'IDE ont atteint 366 MUSD au premier semestre 2021, en hausse de 2% g.a. Ces IDE proviennent en majorité des bénéficiaires réinvestis, notamment dans les domaines des boissons (86 MUSD) ou encore des produits chimiques (24 MUSD). Trois pays comptent pour 84% des IDE du pays: le Panama (37%), les Etats-Unis (28%) et l'Espagne (18%). Le Salvador – et plus largement l'Amérique centrale – espère bénéficier du phénomène de *nearshoring* pour capter de nouveaux capitaux américains.

Le gouvernement a présenté le Budget 2022 atteignant 7,97 Mds USD en hausse de 7% par rapport à celui de l'année en cours et financé pour 498 MUSD par de la dette. L'investissement public budgété atteint 1,7 Md USD soit 25% de plus qu'en 2020 alors même que seuls 12% du budget d'investissement avaient été exécutés à la fin du S1 2021. Les secteurs de l'éducation, de la santé et de la sécurité compteront pour 43% des dépenses à 3,4 Mds USD. Les revenus fiscaux sont estimés à 6,2 Mds USD. Ce budget représenterait dès lors 30% du PIB 2021 du pays. Certains économistes déplorent la poursuite haussière de la dette et un déficit fiscal trop élevé alors qu'El Salvador négocie actuellement avec le FMI un plan d'assainissement de ses finances.

4. Guatemala

Du 1^{er} janvier au 23 septembre, le crédit bancaire au secteur privé a augmenté de 9,3% g.a, porté par la forte hausse de 45% des microcrédits. A titre de comparaison, les microcrédits avaient augmenté de 16,8% sur l'année 2020 et 13,5% en 2019. Cette hausse s'explique par les faibles taux d'intérêt actuels, que ce soit pour les petites et grandes entreprises ou encore le prêt au logement, respectivement de 6,7%, 10,3% et 9,1% contre 9,9%, 14,3% et 13,8% en novembre 2008. Les petites entreprises continuent cependant de tourner le dos aux crédits bancaires, ceux-ci diminuant de 2,1% en 2020 et 3,2% au 23 septembre 2021.

L'inflation des importations a supplanté la hausse des prix des produits locaux dans le mix inflationniste du pays. Les produits d'importations ont vu leur prix augmenter de 2,9% en août contre 1,6% en janvier. A l'inverse, l'inflation interne a baissé sur les huit premiers mois de l'année, passant de 3,8% à 1,7%. Le Président de la Banque centrale a souligné que la situation n'était pas inquiétante puisque l'inflation globale de 3,62% en août dernier se situe dans la cible établie par le Conseil monétaire de 4% \pm 1% et que celle-ci soutient la reprise économique du pays.

Le Guatemala, malgré sa position stratégique et ses caractéristiques sociodémographiques avantageuses, reste en sous potentiel en termes d'attraction des IDE. L'agence d'attraction des IDE Pronacom estime qu'à fin août 851 MUSD ont été investis par des acteurs étrangers sur 60 projets engendrant la création de 14 000 emplois. Malgré des conditions macroéconomiques stables, une énergie peu chère et une administration pro investissement, des défis structurels inhibent les vellétés des investisseurs étrangers. L'insécurité juridique, le manque d'éducation (notamment sur la pratique de l'anglais) et l'absence d'investissement en infrastructures sont cités comme les principaux freins aux IDE.

5. Honduras

Le Honduras a attiré 477 MUSD d'IDE au premier semestre 2021, en croissance interannuelle de 60%. Le secteur des services concentre 35% des investissements étrangers, suivi par l'industrie manufacturière (28%) et le secteur hôtellerie-restauration (21%). Ces IDE proviennent majoritairement du continent, 27% des Etats-Unis, 26% de l'Amérique du Sud et 25% de l'Amérique centrale. Le pays prévoit des IDE de 605 MUSD pour l'année 2021, soit 175 MUSD de plus que les anticipations affichées au début d'année.

6. Nicaragua

Le Budget 2021 a été modifié par le Congrès, suite à la demande du Président Ortega pour accéder à une rallonge budgétaire de 20 MUSD (700 M NIO). Ils seront affectés aux fonds pour l'achat de nouveaux vaccins notamment cubains. Le président Ortega a dans le même temps annoncé l'achat des vaccins cubains Abdala et Soberana qui permettraient de vacciner « plus de 2 millions d'enfants et adolescents à partir du 20 octobre ». Cette hausse des dépenses représente 0,9 % du Budget initial pour 2021. L'organisation panaméricaine de la santé estime que 860 000 doses ont été octroyées dans le pays et 305 000 personnes ont reçu le schéma vaccinal complet.

7. Panama

Les Pandora Papers, un nouveau scandale financier qui touche le Panama. Le Consortium International de Journalistes d'Investigation (ICIJ) a révélé dimanche 3 octobre un nouveau scandale financier international touchant le Panama, tant par les personnes impliquées (trois anciens Président de la République) que par le principal acteur, le cabinet d'avocat ALCOGAL, qui aurait contribué à la création de près de 14 000 sociétés offshores pour le compte de clients du monde entier. Réagissant aux accusations du consortium, le Gouvernement panaméen insiste

sur le fait que le pays a, depuis 2016, effectué des progrès en matière de lutte anti-blanchiment et d'évasion fiscale, ce qui lui permet de montrer que le cadre normatif relatif à la LB-FT a évolué depuis les Panama Papers. Egalement, afin de contenir les atteintes à sa réputation, le Gouvernement panaméen s'est engagé à travers la Direction Générale des Impôts (DGI), ainsi que la Superintendance des entités non financières, à effectuer une investigation et supervision de toutes les personnes et sociétés panaméennes dont le nom figure sur la publication du Consortium international de journalistes (ICIJ). Par ailleurs, le Gouvernement panaméen a engagé pour son compte, le cabinet d'avocats Benesch, Friedlander, Coplan & Aronoff, dans l'objectif de proposer un dialogue et contenir les dommages à la réputation du pays, que cette enquête pourrait probablement causer.

L'UE maintient le Panama dans sa liste noire.

Alors que l'UE retire de sa liste de pays non coopératifs en matière fiscale, Anguilla, Dominique et les Seychelles à peine deux jours après la révélation des Pandora Papers, le Panama, de son côté, reste aux yeux de l'UE une juridiction non coopérative. La révision de la liste noire de l'UE a été établie par les Ministres des Finances de l'Union réunis ce mardi au Luxembourg. Aujourd'hui, la liste noire compte 9 juridictions (Samoa américaine, Iles Fidji, Palaos, Panama, Trinité et Tobago, Iles Vierges, Samoa, Vanuatu). Cette révision questionne de nombreux experts de la fiscalité internationale. Faire sortir de la liste les Seychelles, alors même qu'elles sont pleinement impliquées dans le nouveau scandale fiscal des Pandora Papers, paraît être une absurdité aux yeux d'Oxfam notamment. De l'autre côté, alors que la Turquie était accusée de ne pas respecter les normes internationales en matière d'échange d'informations, celle-ci n'a pour autant pas été intégrée à la liste noire de l'UE, malgré les menaces de Bruxelles depuis quelques mois.

Le GAFI se réunira en octobre afin d'actualiser ses listes fiscales. Entre le 19 et 21 octobre, le GAFI réunira son assemblée plénière afin d'actualiser ses listes de territoires présentant des défaillances en matière de prévention de blanchiment de capitaux. Le Panama est sur liste grise du GAFI depuis juin 2019. Lors de la dernière session plénière du GAFI (juin 2021), l'entité internationale avait souligné que le Panama avait réussi à respecter 5 des 15 mesures du plan d'actions GAFI. Les experts GAFI sont pour l'heure peu optimistes sur des avancées notables du Panama en matière de lutte anti-blanchiment. Il convient notamment de rappeler que le registre des bénéficiaires finaux, créé par une loi de mars 2020 (loi n°129), n'a toujours pas vu le jour à l'heure actuelle. Par ailleurs, le sujet des amendes dissuasives et des sanctions proportionnelles ne fait toujours pas l'objet d'une norme panaméenne. A ce paysage normatif peu satisfaisant, s'ajoute la démission récente du Secrétaire de la Commission Nationale de lutte contre le blanchiment de capitaux (CNBC), Dani Kuzniecky. Si les motifs de cette démission ne sont pour l'heure pas encore connus, celle-ci rejoint la démission de Darma Romero du 9 septembre 2021, qui travaillait au sein de la Direction de la stratégie fiscale et financière internationale du MEF.

Caraïbes

8. République Dominicaine

Le 5 octobre 2021, l'Ambassadeur de France, M. Fournier, et la Présidente de la Chambre du Commerce et de l'Industrie franco-dominicaine (CCI), Mme Infante, ont inauguré le lancement de la quatrième édition de la Semaine de France 2021. Le thème « ville durable » a été choisi en raison des priorités de l'action gouvernementale française et dominicaine en matière de transition écologique. Un forum d'affaires se déroulera du 16 au 19 novembre 2021 à Saint-Domingue.

Le 29 octobre 2021, le Président Luis Abinader a lancé le coup d'envoi des travaux de construction du téléphérique de Santiago qui sera réalisé par Poma et son partenaire local. Le téléphérique permettra de relier 14 communautés et aura la capacité de transporter 72 000 passagers par jour. Une étude tarifaire sera prochainement publiée pour déterminer le prix du ticket.

9. Haïti

Le 28 septembre 2021, la Banque mondiale a approuvé un don de 75 M USD de l'Association internationale de développement (IDA) pour un projet de soutien à l'emploi dans le secteur privé et de transformation économique (PSJET) en Haïti. Le projet vise à soutenir les micros, petites et moyennes entreprises (MPME) et relancer la croissance économique.

10. Cuba

Renouveau de l'entreprise privée avec les 32 premières PME approuvées.

Les données sur les 35 entreprises approuvées récemment par le gouvernement cubain soulignent qu'une majorité provient d'une reconversion d'activité pour compte propre, déjà autorisée auparavant sur l'île.

En effet, 20 de ces entreprises étaient déjà fonctionnelles, alors que 15 viennent d'être créées. 32 sont d'initiative privée et 3 sont d'origine d'acteurs publics. 13 sont dédiées à la production alimentaire, 6 à l'industrie manufacturière, 3 au recyclage des déchets et 3 développant leur activité dans le cadre du parc Scientifique et Technologique de La Havane.

Ces entreprises, qui ont été approuvées dans 11 provinces, sont dans seulement 5 cas dédiées au développement local, alors que 10 d'entre elles avaient déjà réalisé des activités d'exportation. Elles auront l'autorisation d'embaucher jusqu'à 100 personnes et pourront aussi finalement

bénéficier de financements en devises étrangères (contrairement à ce qui avait été défini au départ).

Cuba poursuit les exportations de ses vaccins contre la COVID-19. Cuba a commencé à exporter ses vaccins locaux contre la Covid-19, en envoyant des premières expéditions du vaccin *Abdala* au Vietnam et au Venezuela. L'envoi au Vietnam, qui s'est engagé sur l'achat de 10 millions de doses d'*Abdala*, comprend pour l'instant 900 000 doses achetées par Hanoï et 150 000 autres offertes par Cuba. Le Venezuela a également reçu 900 000 doses du vaccin cubain *Abdala*, dont le pays attend au total 12 millions de doses. Le Nicaragua a, pour sa part, approuvé début octobre l'utilisation d'urgence des deux vaccins développés par Cuba, tandis que d'autres pays comme l'Argentine, l'Iran, et le Mexique se sont positionnés pour acheter ou produire sur leur territoire les vaccins cubains. D'après le consortium public de l'industrie biopharmaceutique BioCubaFarma, Cuba aurait produit, depuis le 22 septembre, toutes les doses nécessaires pour immuniser sa population d'ici fin 2021.

Air Transat reprend ses vols vers Cuba. Après de longs mois d'arrêt en raison de la crise sanitaire, la compagnie charter canadienne Air Transat a effectué ses premiers vols entre le Canada et Cuba. Le 1^{er} octobre, un premier vol a relié Toronto à Holguín tandis que la première liaison directe Montréal à Holguín est prévue le 5 octobre. Ces fréquences s'ajoutent aux correspondances opérées par Air Canada Vacances et Sunwing Airlines, qui ont récemment annoncé la reprise des lignes aériennes vers La Havane, Varadero et Cayo Coco.

Suivi statistique du COVID-19 dans la zone

Pays	Nombre de cas de COVID-19 Nombre de décès liés au COVID-19 <i>Données officielles au 07/10/2021</i>	Pourcentage de la population vaccinée <i>Dernières données disponibles</i>
Costa Rica	541 036 <i>Décès : 6 553</i>	66,30% <i>(27/09)</i>
Cuba	904 108 <i>Décès : 7 703</i>	84,16% <i>(04/10)</i>
Guatemala	572 103 <i>Décès : 13 851</i>	25,62% <i>(05/10)</i>
Haïti	22 354 <i>Décès : 634</i>	0,46% <i>(02/10)</i>
Honduras	369 030 <i>Décès : 9 949</i>	33,10% <i>(01/10)</i>
Jamaïque	85 261 <i>Décès : 1 943</i>	18,22% <i>(06/10)</i>
Nicaragua	15 134 <i>Décès : 205</i>	8,30% <i>(01/10)</i>
Panama	468 325 <i>Décès : 7 255</i>	67,06% <i>(06/10)</i>
El Salvador	107 335 <i>Décès : 3 345</i>	63,83% <i>(06/10)</i>
République dominicaine	362 849 <i>Décès : 4 056</i>	55,67% <i>(05/10)</i>

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication : Service économique régional de Mexico

Rédacteurs : SE du Guatemala, SE du Panama, SE de Saint-Domingue, SE de la Havane

Pour s'abonner : <https://www.linkedin.com/company/economico-embajada-francia-en-cdmx/>